

---

**JÉRÔME REYMOND**

Dr. iur.

L'attribution de comportements  
d'organes *de facto* et d'agents de  
l'Etat en droit international

Etude sur la responsabilité internationale des Etats

## Table des matières

<b>Introduction générale</b>	1
I. Objet de l'ouvrage	1
II. Plan du travail	6
<b>Première partie. La responsabilité des Etats pour fait internationalement illicite : Codification et fonction</b>	9
Chapitre 1. Historique de la codification du droit de la responsabilité internationale	12
1.1 Objet	12
1.2 Forme	14
1.2.1 Au sein de la C.D.I.	14
1.2.2 Au sein de l'O.N.U.	16
Chapitre 2. La codification en droit international	18
2.1 Buts et systématique de la codification	18
2.2 La notion de codification en droit international	21
2.2.1 Définition selon le statut de la C.D.I.	21
2.2.2 Critères de définition de la codification	23
2.2.2.1 Le caractère contraignant de l'instrument : un élément de définition ?	23
2.2.2.2 Objet de la codification internationale	24
2.3 Achèvement du processus de codification	25
2.3.1 Résultat formel du processus de codification	25
2.3.1.1 Convention internationale	26
2.3.1.2 Résolutions internationales	28
2.3.1.2.1 La formulation des règles : une explication procédurale	30
2.3.1.2.2 La fonction directrice : une explication philosophique	31
2.3.2 Le rôle de la coutume	33
2.3.2.1 Convention de codification	37
2.3.2.2 Résolutions	39
2.3.2.2.1 Résolutions et coutume	42
2.3.2.2.1.1. La résolution, élément de la coutume domptée ?	44
2.3.2.2.1.2 Eléments d'appréciation de l'autorité d'une résolution	47
2.3.2.2.2 Le cas de la résolution 56/83	50
Conclusion de la première partie	54

<b>Deuxième partie. La place et la nature de la notion d'attribution de comportements d'organes de facto</b>	<b>57</b>
Chapitre 1. La place de l'attribution dans la théorie générale de la responsabilité internationale	60
1.1 Délimitations	60
1.1.1 La responsabilité internationale	61
1.1.2 Le fait internationalement illicite	64
1.2 L'attribution dans la théorie générale de la responsabilité internationale	67
1.2.1 Généralités	67
1.2.1.1 Imputation ou attribution	67
1.2.1.2 Opération autonome du droit international	69
1.2.1.3 Les organes de l'Etat	70
1.2.2 Comportements attribuables	72
1.2.2.1 Comportements d'organes <i>de jure</i>	73
1.2.2.1.1 Organes <i>de jure</i>	73
1.2.2.1.2 Présomption du droit international	75
1.2.2.2 Comportements d'organes <i>de facto</i>	77
1.2.2.3 Attribution selon l'article 11 du projet d'articles de la C.D.I.	79
1.2.2.3.1 L'affaire du Personnel diplomatique et consulaire des Etats-Unis à Téhéran	80
1.2.2.3.2 L'affaire Eichmann	83
1.2.2.3.3 L'article 11 du projet d'articles de la C.D.I.	85
1.2.3 Comportements non attribuables	86
1.2.3.1 Non-attribution de comportements de particuliers	86
1.2.3.2 Les obligations de <i>due diligence</i>	87
Chapitre 2. La nature de l'attribution	90
2.1 Le droit de l'Etat de s'« auto-organiser »	90
2.1.1 Liberté d'organisation des Etats	90
2.1.1.1 <i>Locus commissi delicti</i> et attribution	91
2.1.1.2 Fonctions du territoire en matière d'attribution	95
2.1.2 L'attribution en deux étapes	96
2.2 Attribution et effectivité	98
2.2.1 Organe <i>de facto</i>	98
2.2.2 Organe <i>de jure</i>	99
2.2.3 Liens factuels avec l'Etat	100
2.3 Attribution et responsabilité	102
2.3.1 Objet de l'attribution	102
2.3.2 Attribution de la responsabilité	104
2.3.2.1 Organe <i>de jure</i>	104
2.3.2.2 Organe <i>de facto</i>	105
Conclusion de la deuxième partie	107
<b>Troisième partie : L'attribution de comportements d'organes de facto</b>	<b>111</b>
Chapitre 1. L'organe <i>de facto</i> dans l'œuvre de codification de la C.D.I.	114
1.1 L'organe <i>de facto</i>	115
1.1.1 Troisième rapport de Roberto Ago	115
1.1.2 Version définitive	116

1.2	L'agent de l'Etat	117
1.2.1	Troisième rapport du Rapporteur spécial Roberto Ago	117
1.2.1.1	Troisième rapport de Roberto Ago	117
1.2.1.2	Au sein de la C.D.I.	118
1.2.1.3	Commentaires des Etats	121
1.2.1.4	Appréciation	122
1.2.2	Une révision d'ensemble : le dernier Rapporteur spécial James Crawford	123
1.2.2.1	Premier rapport du Rapporteur spécial James Crawford	123
1.2.2.2	Au sein de la C.D.I.	125
1.2.2.3	Commentaires des Etats	125
1.2.2.4	Appréciation	125
1.2.3	L'article 8 du projet d'articles de la C.D.I.	130
Chapitre 2.	L'organe <i>de facto</i> dans la jurisprudence internationale	132
2.1	Les sentences des tribunaux arbitraux	132
2.1.1	L'affaire <i>Zafiro</i>	132
2.1.2	L'affaire <i>Stephens</i>	134
2.1.3	L'affaire <i>Black Tom and Kingsland</i>	135
2.2	Les décisions du Tribunal irano-américain de réclamations	136
2.2.1	Les affaires <i>Computer Sciences, Schering et Short</i>	137
2.2.2	L'affaire <i>Yeager</i>	139
2.3	Les décisions de la Cour internationale de justice	141
2.3.1	L'affaire du Personnel diplomatique et consulaire des Etats-Unis à Téhéran	141
2.3.2	L'affaire des Activités militaires et paramilitaires au Nicaragua et contre celui-ci	142
2.3.2.1	Les auteurs des violations	144
2.3.2.2	Attribution aux Etats-Unis	145
2.3.2.3	Opinion individuelle du juge Ago	147
2.3.3	L'affaire des <i>Activités armées sur le territoire du Congo</i>	148
2.3.4	L'affaire de l'Application de la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide	151
2.3.4.1	Les auteurs des violations	152
2.3.4.2	Attribution à la Serbie	153
2.3.4.3	Opinion dissidente du juge Al-Khasawneh	155
2.4	Les décisions des tribunaux <i>ad hoc</i>	156
2.4.1	L'affaire <i>Tadić 1997</i>	156
2.4.2	Opinion individuelle et dissidente du juge McDonald	158
2.4.3	L'affaire <i>Tadić 1999</i>	159
2.5	Les décisions en matière de droit des investissements	162
2.6	Les décisions de la Cour européenne des Droits de l'homme	163
2.6.1	Les affaires <i>Loizidou et Chypre c. Turquie</i>	163
2.6.2	Les affaires <i>Banković et autres et Ilaşcu et autres</i>	165
Chapitre 3.	La portée de l'attribution de comportements d'organes <i>de facto</i>	168
3.1	Délimitations	169
3.1.1	Attribution et internationalisation d'un conflit armé	170
3.1.2	Attribution et juridiction	172
3.1.2.1	Règles d'attribution et C.E.D.H.	173
3.1.2.2	La juridiction d'un Etat Partie	175

---

3.1.3	Attribution et légitime défense	180
3.1.3.1	Le rapport de la Mission d'enquête internationale indépendante sur le conflit en Géorgie	183
3.1.3.2	La lutte contre le terrorisme	186
3.1.3.2.1	La décision étasunienne d'envahir l'Afghanistan	186
3.1.3.2.2	Les résolutions du Conseil de sécurité	187
3.1.3.2.3	Les règles d'attribution dans le cadre du terrorisme	189
3.2	Organe <i>de facto</i> et article 4 du projet d'article de la C.D.I.	193
3.2.1	Conditions	195
3.2.1.1	Dépendance	195
3.2.1.2	Contrôle	200
3.2.2	Conséquences	201
3.3	Organe <i>de facto</i> et article 8 du projet d'article de la C.D.I.	202
3.3.1	Conditions	203
3.3.1.1	Comportement spécifique	203
3.3.1.2	Instructions...	205
3.3.1.3	...ou contrôle effectif	206
3.3.2	Conséquences	208
3.4	Affaires revisitées	210
3.4.1	Les affaires <i>Stephens et Yeager</i>	210
3.4.2	Les affaires de la Cour E.D.H.	213
3.4.2.1	Les affaires chypriotes	213
3.4.2.2	L'affaire <i>Ilaycu et autres</i>	218
3.4.3	L'affaire <i>Tadić</i>	220
3.4.3.1	La prémisse du raisonnement du T.P.I.Y.	220
3.4.3.2	Quel organe <i>de facto</i> ?	222
3.4.3.2.1	Groupe organisé	222
3.4.3.2.2	« Dépendance totale »	224
3.4.3.3	Les « objectifs communs »	229
	Conclusion de la troisième partie	234
	<b>Conclusions finales</b>	237
	<b>Bibliographie</b>	249